



REUNION DU CEMAM
mai 1993

LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PAYS ARABES (J. Donohue)

Présentation des actes du Séminaire sur La Société civile dans la patrie arabe, Beyrouth, 20-23 janvier 1992 publiés par le Centre pour l'étude de l'unité arabe (CEUA), 1992, 867 pp.

L'introduction constate que le concept de société civile est devenu fréquent dans le discours arabe. Il est lié aux droits de l'homme et, bien sur, à la chute du système totalitaire et son parti politique unique. Mais l'intérêt du CEUA pour un tel sujet date de son séminaire sur la démocratie tenu en 1983 à Limasol (aucun pays arabe n'avait accepté de l'héberger). Ce séminaire a conduit à la formation d'une organisation arabe pour les droits de l'homme et au projet d'étude de la société civile dans le monde arabe.

Trois questions de base:

- 1) Qu'est ce que précisément la société civile?
- 2) Le concept vient de l'Ouest, trouve-t-on quelque chose de comparable dans la civilisation arabe? La "société privée" (ahli) désigne-t-elle la même chose?
- 3) Dans la nation arabe, y-a-t-il une ou plusieurs sociétés civiles?

Une définition pratique a été formulée pour guider les participants dans leurs recherches préparatoires:

La société civile désigne les institutions politiques, économiques, sociales et culturelles qui fonctionnent dans leurs champs variées, indépendants du pouvoir étatique, pour réaliser leurs propres buts. (p.37)

Les présentations se divisent en trois grandes parties:

- I. La société civile: la notion et la pratique (à l'Ouest et dans les pays arabes);
- II La société civile: structure et indices de la construction dans les pays arabes;
- III La société civile: horizons futurs.

17 études présentées et discutées par une centaine des personnes venant du Liban (34), d'Egypte (20), d'Afrique du Nord (14), du Golfe et de la Péninsule (9), de Syrie-Iraq-Jordanie (7), d'Europe (4). Trois générations, selon l'introduction.

Khayr al-Din Hasib, directeur du CEUA, a donné le ton dans son discours d'ouverture:

"les régimes parlementaires dans le monde arabe ont échoué et ont été suivis par des coups militaires et des révolutions avec des partis politiques uniques. Mais la révolution n'a pas donné grand chose.

"Maintenant les changements mondiaux vont dans le sens démocratique mais la réponse des régimes arabes est trop lente et insuffisante.

"Ce n'est pas que la démocratie soit une solution à tous nos problèmes, mais c'est la condition préalable pour toute solution. La démocratie reste le meilleur système connu à l'homme contemporain jusqu'à présent. La démocratie a été une préoccupation du CEUA depuis son commencement en 1978."

Les études de la première partie sur le concept et la pratique occidentale se réfèrent à des figures classiques: Rousseau, Hobbes, Locke, Spinoza, Hegel, Tocqueville, jusqu'à Gramsci. Ce dernier étant sûrement la référence principale dans l'esprit de plusieurs participants.

Pour le concept chez les arabes:

1) Wajih Kawtharani estime que la société privée (ahli) est l'équivalent qu'on trouve abondamment dans l'histoire arabe: les groupes d'artisans, les confréries, l'organisation des souks et des quartiers, l'institution des wakfs.

Il est convaincu que les racines de la société civile en tant que condition d'indépendance et contre poids à l'Etat sont présentes dans les profondeurs historiques arabes, c'est-à-dire dans la religion et l'héritage. La coupure a été faite par l'Etat totalitaire local avec son idéologie, ses partis politiques et son modèle d'Etat national occidental. Mais il admet aussi que l'histoire arabo-islamique a produit un Etat "sultanique" dirigé par un clan ou une famille qui ne croit pas à la circulation du pouvoir.

2) Ma'an Ziyadah, dans son étude sur la société civile et l'Etat dans la nahdah, présente des figures historiques connues: Muhammad Ali, Khayr al-Din, Tahtawi, Muhammad Abduh, Afghani, Kawakabi, dans un cadre explicite d'universalité de la civilisation. Ils ont reconnu implicitement que la civilisation occidentale est supérieure.

Les deux interventions suivantes sur le concept dans la pensée légale arabe et dans la pratique islamique contemporaine, n'ont rien eu d'exceptionnel. La deuxième est en effet difficile à comprendre.

Plus intéressantes étaient les critiques formulées dans les discussions libres. Par exemple, Kawtharani fut critiqué pour être passé à côté du sujet. L'Etat islamique n'a pas eu un espace géographique défini. Dar al-islam est là où se trouvent des musulmans. La question de base est l'affiliation et la loyauté à un Etat qui occupe un espace géographique limité, et après, la relation entre la société civile et l'Etat.

Un deuxième intervenant a senti dans le texte de Kawtharani le désir d'une identité commune de l'Etat avec la société civile, c'est la thèse de l'Islam

politique: l'utilisation de l'état pour subordonner la société et imposer un homogénéité qui n'est pas naturelle. (p.139).

Note: la démarche utilisée dans ces séminaires a consisté dans la présentation d'une étude suivie d'un, de deux ou à l'occasion de trois commentaires préparés à l'avance, et finalement d'une discussion libre permettant une dizaine d'interventions à chaque fois. Ces discussions occupent le quart des actes.

Cette première partie sur la notion et la pratique s'est achevée avec une étude provocatrice d'al-Tahir Labib dans la quelle il répond à la question "La démocratie, est-elle une revendication sociale?" en proposant un paradigme (un série de concepts et principes liés dans l'esprit ou dans le discours pour former un image nette et inclusive où un élément rappelle les autres). Dans les pays arabo-islamiques, le paradigme fonctionnel est celui des fuqaha' dont l'age est celui de l'islam. Il a été tissé par tout ce qui était dit et écrit par les musulmans. Le paradigme est celui de l'obéissance (al-ta'ah) au gouverneur. On ne parle pas de liberté. Exemple d'ibn Taymiyah: 60 ans d'un chef injuste est plus bénéfique qu'une nuit sans sultan (p.344). On ne trouve pas les racines pour un projet démocratique civil dans la vision des fuqaha ni dans les règles de la shari'a. Le paradigme devient un archétype dans l'inconscient musulman avec la suite de tyrannies à travers l'histoire islamique. Ici il cite Kawakabi (taba'i' al-istibdad). La seule liberté qu'il a trouvée est celle imposée par les étrangers au 19 ème siècle.

Maintenant, les islamistes dans leurs réactions contre l'obéissance au sultan veulent substituer une obéissance nouvelle, l'obéissance à Dieu.

Pour Labib, la démocratie en tant que liberté n'est pas possible sans rébellion contre les deux obéissances: celle des ancêtres et celle imposée par les étrangers.

Les études sur les pays arabes présentées le deuxième jour -- Moyen-orient, Afrique du Nord, Egypte-Soudan, Golfe et Péninsule, Palestiniens -- rappelaient les faits, les personnages, et les groupes de l'histoire récente, mais avec une tendance à faire une équivalence entre opposition politique et société civile. Dans les discussions libres, deux personnes ont avancé que les présentations avaient dénaturé le sujet; le sens du concept n'était plus clair (p. 424, 428). Un autre intervenant a refusé l'opposition Etat/société civile comme problématique.

L'étude sur le Golfe s'est déroulée à la lettre selon les conseils du comité organisateur: ce fut un inventaire des associations privées avec leur histoire. Celui sur les associations au niveau arabe est centré sur la Fédération des Avocats arabes et l'Organisation arabe pour les droits de l'homme: une opposition aux régimes mais qui reste très feutrée.

Deux études générales dans cette deuxième tranche sont plus intéressantes.

Dans la première, Hasan Tawfiq Ibrahim, reprend la définition de la société civile qui ne peut être analysée hors du cadre de l'Etat, et dresse une liste des catégories des institutions de la société civile avec les indices majeurs pour leur analyse. La discussion sur l'origine étrangère et l'incompatibilité de la démocratie libérale est inutile. Pour lui, en effet, l'important, ce sont les valeurs humaines qui forment la substance de n'importe quelle démocratie et qui sont les revendications

de tous (rotation du pouvoir, liberté d'organisation, souveraineté de la loi, participation aux décisions).

Dans la deuxième, Burhan Ghalyun, explique que la confusion autour de la notion "société civile" vient du fait que le concept a été adopté pour s'opposer à l'idéologie islamique, former une alliance nouvelle entre les élites modernes et reconstruire l'idéologie de la modernisation face à l'islam.

Son analyse est sombre: le problème est le concept de la politique qui règne dans les pays arabes: c'est le problème du tawhid, c.à.d. la politisation complète de la société civile. Sous prétexte de construction de l'Etat, tout était mis au service du groupe au pouvoir. Maintenant "tout le monde veut se révolter contre l'Etat et l'Etat cherche les moyens les plus efficaces pour étouffer la société."

Les soit-disantes institutions civiles qui sont sous le contrôle du gouvernement ne changent rien. En fait, elles constituent le cadre d'une compétition politique - les moyens de monter en politique et richesse. Durant les deux dernières décennies, dans les sociétés arabes, aucune force ne s'est développée sauf en dehors de la légalité. Et ces forces ont devant elles trois options: se joindre à la légalité, lui faire la guerre, ou disparaître.

Ghalyun pense que l'échec vient de la classe moyenne qui n'a pas osé exploiter la société civile; elle s'est allié avec l'Etat.

Sa solution est moins claire que son analyse, mais il propose de travailler à un niveau plus bas, plus populaire et moins visible avec un projet pour transformer la société et l'Etat, de l'intérieur.

Il a peur que la pensée arabe, quand elle découvrira les difficultés qui accompagnent l'enracinement de la démocratie, ne retourne vers le pouvoir totalitaire et la tyrannie. Déjà la politisation des milieux islamiques justifie la politique de force et d'oppression pour protéger la société.

Le troisième volet consistait dans une étude de Sayyid Yasin suivi d'une table ronde. Parce que la table ronde est difficile à présenter en quelques lignes, je termine avec quelques idées de Yasin. Le monde arabe souffre d'une crise culturelle: le système social n'arrive pas à résoudre les problèmes posés. Cette crise a trois aspects:

-légitimité: le monde arabe représente deux modes de gouvernement autoritaire: royal et républicain. Les deux font face à une érosion sérieuse de leur légitimité. Quatre décennies de gouvernement ont produit l'aliénation et l'indifférence de la majorité, favorisé l'apparition de mouvements islamiques contestataires et du courant démocratique laïc opposé à l'autorité. En somme il y a deux luttes: l'Etat autoritaire contre la société civile, et dans la société civile, les démocrates laïcs contre les islamistes.

-identité: la crise d'identité tourne autour du conflit sur la conception du monde. La conception dominante est autoritaire; en face il y a le monde libéral, pluraliste avec dialogue, élections, etc.

-rationalité instrumentale: une participation à la prise de décisions est nécessaire. On ne peut pas laisser tout dans les mains d'un individu ou d'une clique.

Yasin propose un nouvel effort culturel pour répandre dans la société arabe une conception du monde qui soit moderne, laïque, démocratique, nationale et internationale. La période de fermeture culturelle est finie.

Conclusion: Cette présentation est sélective mais je ne pense pas qu'elle déforme l'analyse faite par les intellectuels arabes. Les critiques de l'Etat sont fortes et partagées par tous, mais on trouve aussi les critiques de la mentalité dominante et aussi de la classe moyenne. La langue de bois idéologique a presque disparu et le thème de "l'Etat importé" est plutôt repris par les islamisants. Cependant, le discours islamiste n'était pas très prononcé dans cette assemblée. Il y a eu au contraire le désir exprimé d'intégrer cette tendance islamique.